

ASSOCIATION APOGE

Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres

ASSOCIATION APOGE

21, Boulevard François Suarez
B.P. 79 06342 LA TRINITE Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'APOGE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 13 juin 2025

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Mohamed BOUZDOU



PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Immeuble Palazzo
31 avenue Simone Veil – CS 71066
06204 Nice cedex 3
04 93 37 20 20
www.pkf-arsilon.com

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes – Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région Paris Ile-de-France et Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris – Société par actions simplifiée au capital de 7 905 826 €. Siège social : 3 rue d'Héliopolis – 75017 PARIS. RCS PARIS 811 599 406. TVA n° FR 66 811 599 406. SIRET 811 599 406 00410. Code APE 6920Z. PKF Arsilon Commissariat aux Comptes est membre de PKF Global, le réseau des entités membres de PKF International Limited, dont chaque membre est une entité juridique distincte et indépendante vis-à-vis de laquelle aucune responsabilité ne saurait être recherchée pour une quelconque action ou inaction d'une autre entité membre ou société correspondante.

APOGE

21 Bd Francois Suarez

06340 LA TRINITE

04.93.27.74.44



Comptes annuels

31/12/2024



CAMPEGGIO



Téléphone : 04 93 27 74 42

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	67 476	65 494	1 981	450
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	128 335		128 335	128 335
Constructions	1 921 132	706 672	1 214 461	1 309 266
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	382 862	268 015	114 847	119 117
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	152		152	152
Autres titres immobilisés	154 986		154 986	205 566
Prêts				
Autres	1 029		1 029	1 029
TOTAL I	2 655 971	1 040 181	1 615 790	1 763 914
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	36 375		36 375	27 965
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	54 167 181		54 167 181	55 080 140
Valeurs mobilières de placement	1 100 286		1 100 286	100 286
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	515 273		515 273	1 482 137
Charges constatées d'avance	25 281		25 281	24 712
TOTAL II	55 844 397		55 844 397	56 715 240
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	58 500 368	1 040 181	57 460 187	58 479 154

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 113 818	1 113 818
Autres		
Report à nouveau	515 687	457 080
Excédent ou déficit de l'exercice	17 621	58 606
Situation nette (sous total)	1 647 126	1 629 505
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	179 159	155 962
TOTAL I	1 826 285	1 785 467
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	6 600	6 600
Provisions pour charges	355 110	342 058
TOTAL III	361 710	348 658
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	736 805	858 387
Emprunts et dettes financières diverses	1 455	2 379
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 164	68 750
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	290 370	323 921
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	54 176 398	55 091 593
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	55 272 192	56 345 029
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	57 460 187	58 479 154

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	70	60
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	454 212	401 399
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 211 616	2 184 879
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	49 890	50 432
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
TOTAL I	2 715 787	2 636 770
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	452 062	392 217
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	180 309	164 040
Salaires et traitements	1 403 846	1 440 501
Charges sociales	507 393	492 537
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	132 692	112 458
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
TOTAL II	2 676 302	2 601 754
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	39 485	35 016
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	32 624	10 623
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	32 624	10 623
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	19 500	20 544
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	19 500	20 544
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	13 125	(9 921)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	52 610	25 095
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 260	2 500
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		39 926
TOTAL V	1 260	42 426
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	36 249	8 915
TOTAL VI	36 249	8 915
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(34 989)	33 511
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 749 672	2 689 819
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 732 051	2 631 212
EXCEDENT OU DEFICIT	17 621	58 606
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		



ASS APOGE

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024



Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	5
2.1	Actif immobilisé	5
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	Erreur ! Signet non défini.
2.2	Actif circulant	10
2.2.1	Etat des créances	10
2.2.2	Charges constatées d'avance	10
2.2.3	Produits à recevoir	10
2.3	Fonds propres	11
2.3.1	Fonds propres	11
2.3.2	Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs	12
2.3.3	Provisions réglementées	12
2.4	Provisions	13
2.4.1	Provisions	13
2.4.2	Provisions pour risques et charges	14
2.5	Dettes	15
2.5.1	Etat des dettes	15
2.5.2	Charges à payer	15
2.6	Compte de résultat	16
2.6.1	Rémunération des commissaires aux comptes	16
2.6.2	Subvention d'exploitation	16
2.6.3	Analyse du résultat	16
3	Autres informations :	17
3.1	Informations relatives à l'effectif	17
3.2	Engagements financiers donnés	17
3.3	Engagements de retraite	18



1 Principes et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 57 460 187 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 17 621 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25 avril 2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social : L'association a pour objet principal :

- L'exercice de la gestion de tutelle des personnes telle que prévue par les lois et leurs décrets d'application ;
- La prise en charge de la gestion du patrimoine des personnes âgées confiée par mandat de justice ;
- L'étude et la mise en œuvre des moyens destinés à pallier les difficultés rencontrées par toutes personnes pour la gestion de leur patrimoine, et à se substituer à elles en gérant pour le mieux leurs intérêts ;
- L'organisation de contacts et la recherche de la collaboration avec les secteurs publics, semi-publics et privés pour résoudre leur problème.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées : l'association intervention essentiellement sur tout le département des Alpes Maritimes.

Description des moyens mis en œuvre : l'association a recours à des moyens humains et matériels :

- L'embauche de délégués à la tutelle assermentés pour assurer les mesures de protection ;
- Outils informatiques pour le suivi et la gestion du patrimoine des protégés.



Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables le règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales.

De plus les dispositions budgétaires et comptables M22 bis sont également appliquées. Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Afin que le lecteur des comptes puisse porter un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données :

- Statut fiscal : L'association ne relève d'aucun impôt commercial
- Rémunération du conseil d'administration : Les membres du conseil d'administration ne perçoivent pas de rémunération et/ou d'avantage en nature.
- Comptes gérés des tiers particuliers sous les mesures suivantes :
 - o sous tutelle
 - o sous curatelle renforcée.

Au 31/12/2024, ces comptes représentent globalement 54 M€ et sont enregistrés à l'actif et au passif du bilan comptable de l'Association.

En règle générale, la valeur enregistrée en comptabilité pour ces comptes est la valorisation indiquée à la date du 31/12/2024 communiquée par les organismes financiers. En cas d'absence d'information sur la valeur des comptes 31/12/2024, il a été retenu la dernière valeur communiquée par les organismes financiers.

Seules sont exprimées les informations significatives.



2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 6 à 10 ans
- Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 10 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	84 648	2 724	19 896	-	67 476
Immobilisations corporelles	Terrains	128 335	-	-	-	128 335
	Constructions	1 921 132	-	-	-	1 921 132
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	67 360	9 282	-	-	76 642
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	294 778	23 142	11 700	-	306 220
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	2 411 605	32 424	11 700	-	2 432 329
Immobilisations financières	Participations	152	-	-	-	152
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	205 566	-	50 580	-	154 986
	Prêts et autres immo. financières	1 029	-	-	-	1 029
	Total IV	206 747	-	50 580	-	156 167
Total général		2702 999	35 148	82 176	-	2 655 971



2.1.1.1 Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			2 724		
Immobilisations corporelles			32 424		
Immobilisations financières					
TOTAL			35 148		

2.1.1.2 Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					19 897
Immobilisations corporelles					11 700
Immobilisations financières			50 580		
TOTAL			50 580		31 597



2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	84 198	1 193	19 897	65 494
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	611 867	94 805	-	706 672
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	44 632	8 112	-	52 745
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	198 389	28 581	11 700	215 270
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		854 888	131 499	11 700	974 686
Total général		939 086	132 692	31 597	1 040 181



2.1.2.1 Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		1 193		
Immobilisations corporelles		131 499		
TOTAL		132 692		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	1 193		
Immobilisations corporelles	131 499		
TOTAL	132 692		

2.1.2.2 Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			19 897
Immobilisations corporelles			11 700
TOTAL			31 597



2.2 Actif circulant

2.2.1 Etat des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 54 229 866 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	1 028		1 028
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	36 375	36 375	
	Autres	54 167 181	54 167 181	
Charges constatées d'avance		25 281	25 281	
TOTAL		54 229 866	54 228 838	1 028
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

2.2.2 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avances	01/01/2025	31/12/2025	25 281		

2.2.3 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
ADMINISTRES EMOLTS.TUT.A FACTUR	36 375
ORGAN.SOCIAUX PRODUITS A RECEV.	7 691
FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR	3 727
TOTAL	47 793



2.3 Fonds propres

2.3.1 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	1 113 818	-	-	-		-		1 113 818
Report à nouveau	457 080	58 606	-	-		-		515 687
Excédent ou déficit de l'exercice	58 606	- 58 606	-	17 621	-	-	-	17 621
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	155 962			23 197		-		179 159
TOTAL	1 785 467	-	-	40 818	-	-	-	1 826 285



2.3.2 Report à nouveau et résultats sous contrôle des tiers financeurs

Résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités propres de l'association (acquis à l'organisme : Fonds Propres)		370 257
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		
- À l'exercice		17 406
- Aux exercices ultérieurs		72 574
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs		55 450
Solde		515 687

2.3.3 Provisions réglementées

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	155 962	23 197		179 159
TOTAL	155 962	23 197		179 159



2.4 Provisions

2.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	155 962	23 197		179 159
Provisions pour risques	6 600			6 600
Provisions pour charges	342 058	13 052		355 110
TOTAL	504 620	36 249	-	540 869

2.4.1.1 Augmentation

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	-	-	23 197
Provisions pour risques	-	-	-
Provisions pour charges	-	-	13 052
TOTAL	-	-	36 249

2.4.1.2 Diminutions

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-
Provisions pour charges	-	-	-
TOTAL	-	-	-



2.4.2 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Reprise utilisées de l'exercice	Reprise non utilisées de l'exercice	Montant fin
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques					
Provisions pour pensions et obligations similaires	342 058	13 052			355 110
Provisions pour grosses réparations					
Autres provisions pour charges	6 600				6 600
TOTAL	348 658	13 052	-	-	361 710



2.5 Dettes

2.5.1 Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 55 272 192 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	194	194	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	736 611	125 085	364 557	246 969
Emprunts et dettes financières divers		1 455	1 455	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		67 164	67 164	-	-
Dettes fiscales et sociales		290 370	290 370	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-	-	-
Autres dettes		54 176 398	54 176 398	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL		55 272 192	54 660 666	364 557	246 969
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		121 092			
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					

2.5.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant
INTERETS COURUS / EMPRUNTS	1 455
FOURNISSEURS FACT.NON PARVENUES	38 959
ADMINISTRES AVOIRS A ETABLIR	741
DETTE PROV./CONGES PAYES	110 608
ORGANISMES SOC.CHARGES A PAYER	71 067
ETAT CHARGES A PAYER	39 557
TOTAL	262 387



2.6 Compte de résultat

2.6.1 Rémunération des commissaires aux comptes

Honoraire de certification des comptes : 25 920 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

2.6.2 Subvention d'exploitation

Charges à payer	Union européenne	Etat	Collectivité territoriales	Autres	TOTAL
Concours publics	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation	-	2 204 981	6 635	-	2 211 616
Subventions d'équilibre	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
TOTAL	-	2 204 981	6 635	-	2 211 616

2.6.3 Analyse du résultat

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)		9 497
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)		8 124
Résultat de l'exercice		17 621



3 Autres informations :

3.1 Informations relatives à l'effectif

Effectif moyen du personnel : 42 personnes

3.2 Engagements financiers donnés

Nature d'engagements	Donnés
Avals	
Cautionnements	34 766
Garanties	
Créances cédées non échus	
Garanties d'actif et de passif	
Clauses de retour à meilleure fortune	
Engagements consentis à l'égard d'entités liées	
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées	355 110
Autres engagements donnés :	
Intérêts restant à payer	63 432
Privilège de prêteur de deniers pour l'acquisition sur les biens immobiliers sis à la Trinité (06340)	480 000
19/21 boulevard François Suarez "Résidence Saint Just" Hypothèque conventionnelle de 1er rang pour les travaux effectués dans l'immeuble	270 000
Privilège de prêteur de deniers pour l'acquisition sur le bien immobilier sis à Valbonne (06560) 55 Allée Pierre Ziller	550 000
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »	
Engagements consentis de manière conditionnelle	
TOTAL	1 753 308



3.3 Engagements de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de croissance des salaires : 3,1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : table INSEE 2024

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 355 110 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 355 110 euros

La méthode de calcul retenue pour l'engagement de retraite est celle prévue par la CCN des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15/03/1966, à savoir la prise en compte de l'ancienneté des salariés dans l'activité en plus de celle acquise au sein de l'APOGE.